



## Quelques Canadiens de naissance dans les Armées de la République et de l'Empire

Raymond Douville, M.S.R.C.

Numéro 26, 1961

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1079921ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1079921ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Éditions La Liberté

ISSN

0575-089X (imprimé)

1920-437X (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Douville, R. (1961). Quelques Canadiens de naissance dans les Armées de la République et de l'Empire. *Les Cahiers des Dix*, (26), 111–142.  
<https://doi.org/10.7202/1079921ar>

# Quelques Canadiens de naissance dans les Armées de la République et de l'Empire

Par RAYMOND DOUVILLE, M.S.R.C.

Les historiens et les critiques apprécieront toujours très diversement, selon la tendance de leurs idées et de leurs intentions, la valeur morale des Français de l'époque révolutionnaire et impériale. Leur jugement, quel qu'il soit, sera toujours teinté d'un caractère affectif dû au chauvinisme ou à l'idéologie. Il est cependant un point sur lequel tout le monde est contraint d'être d'accord : durant cette période, qui va de 1792 à 1815, la France, grâce à son Armée, a acquis la plus prestigieuse gloire militaire qu'on ait vue depuis l'Antiquité. A un stade de civilisation où l'on ne se déplaçait qu'à pied, à cheval ou en voiture, les soldats français ont parcouru l'Europe, ont été de Paris à Moscou, et jusqu'en Egypte, reculant sans cesse les frontières de leur Patrie, battant l'une après l'autre et parfois toutes ensemble les armées étrangères qui se proclamaient les meilleures de l'Europe.

A l'édification de cette grandeur nationale toutes les provinces de la France ont pris part. Chacune s'honore d'avoir jeté dans ces luttes épiques des guerriers de valeur, et la plus lointaine, la Nouvelle-France, a, comme les autres, contribué pour une large part à cette aventure fastueuse. Bien que le Canada n'eût alors que 60,000 âmes et qu'il fut séparé de la mère-patrie depuis plus de trente ans, il s'est trouvé dans les armées de la Révolution et de l'Empire une pléiade d'officiers de terre et de mer nés sur les bords du Saint-Laurent.

La plupart étaient revenus en France après la cession du Canada à l'Angleterre et avaient continué, tant bien que mal, leur carrière militaire, soit en France, soit aux Colonies. On peut citer plusieurs noms qui, s'ils sont, par leurs parents, d'authentique origine des diverses provinces de la vieille France, n'en avaient pas moins vu le jour au Canada, avant et à l'époque de la guerre de Sept Ans. Ainsi trouvons-nous les noms de Vareil, d'Hastrel de Rivedoux, Herbin, Dupont de Chambon, Perthuis, Pierre Martin, Céloron de Blainville,

Archambaud de Douglas, Fleury-Deschambault, Denys de la Ronde, Le Gardeur de Tilly, Rouer de Villeray, Denys de Bonaventure, Taschereau de Linières, Juchereau du Chesnay, Hertel de Chambly Cournoyer, Bellot de Ramezay, Benoist de Courville, Liénard de Beaujeu, sans oublier les deux frères Chaussegros de Lery, et la liste s'allonge d'année en année, à mesure que se fait le dépouillement graduel des archives, tant en France qu'au Canada.

Lorsqu'éclata la Révolution de 1789, les militaires d'origine canadienne réagirent exactement comme les militaires français. Les uns, se refusant à servir le nouveau régime, se joignirent à l'armée des Princes ou émigrèrent en Angleterre. Il est difficile d'établir un pourcentage exact du nombre des officiers français qui émigrèrent, parce qu'il varia suivant les régions. On croit généralement qu'il atteint cinquante pour cent. La proportion semble plus forte encore chez les officiers originaires du Canada. Les Dupont de Chambon, Joseph de Perthuis, Louis Archambaud de Douglas, Gaspard Chaussegros de Lery, René-Benjamin Rouer de Villeray, Claude-Charles Denys de Bonaventure, Bellot de Ramezay, Jean Benoist de Courville, Charles-François Liénard de Beaujeu, et vraisemblablement Fleury-Deschambault passèrent à l'émigration dans les années 1791 et 1792. Ils eurent durant la période révolutionnaire et impériale la destinée peu brillante de proscrits vivant à l'étranger avec peu ou pas de ressources et peu d'assistance des ennemis de la France.<sup>(1)</sup>

Ceux des officiers canadiens qui acceptèrent de servir sous le drapeau tricolore : Vareil, Herbin, Céloron de Blainville, Denys de la Ronde, d'Hastrel de Rivedoux et François-Joseph Chaussegros de Lery, eurent des existences très diverses de même que ceux qui servirent dans l'armée de mer, comme Pierre Martin, Jacques Bedout, Lelarge, Joseph Allary, etc.

C'est un résumé de la vie et des prouesses de quelques-uns de ces Canadiens de naissance au service de la République et de l'Empire que nous offrons dans les pages qui suivent.<sup>(2)</sup> Ce ne sont pas des bio-

---

(1) Du moins furent-ils plus heureux que certains de leurs compatriotes qui furent victimes de la tourmente révolutionnaire, comme Eustache Juchereau du Chesnay, massacré par la foule le 4 septembre 1792, et Charles-François Hertel de Chambly Cournoyer qui périt sur l'échafaud le 25 juillet 1794.

(2) Nous désirons remercier bien sincèrement M. Eric Labignette de l'aide précieuse qu'il nous a apportée dans la rédaction de ces notices biographiques. M. Labignette, qui est attaché à Paris au service historique de l'armée et qui publiera sous peu

graphies définitives et complètes, car la plupart auraient pu être détaillées davantage. Telles qu'elles sont, ces esquisses serviront tout de même, nous l'espérons, à donner un aperçu de la vie de ces compatriotes que le hasard des guerres a conduits un peu partout à travers l'Europe et même à travers le monde. Les noms de deux d'entre eux, François-Joseph Chaussegros de Lery et Pierre Martin, sont inscrits sur l'Arc de Triomphe de l'Étoile, et aucun de nos nombreux manuels d'Histoire du Canada ne mentionne cet honneur.

### PIERRE-JOSEPH CÉLORON DE BLAINVILLE DIT LE JEUNE

Tant du côté paternel que maternel, Pierre-Joseph Céloron de Blainville appartenait à des familles qui s'étaient distinguées dans la carrière des armes, où elles avaient amassé plus de renommée que de fortune. Il était né à Montréal le 1er juin 1747. Son père, Pierre-Joseph, était lui aussi canadien de naissance. Sa mère, Catherine Eurry de la Pérelle, après la mort de son mari en 1759, se retira chez les Sœurs Grises, se fit religieuse dans cette communauté et fut la dernière admise à la profession par Mère d'Youville elle-même avant sa mort.

Dans son ouvrage consacré à la fondatrice de cette communauté, Albertine Ferland-Angers raconte les circonstances de l'admission de Catherine Eurry de la Pérelle chez les Sœurs Grises. Ces détails corrigent et complètent ceux qui avaient été donnés par Pierre-Georges Roy, dans son travail généalogique sur la famille Céloron de Blainville. « . . . Dans une autre circonstance, écrit madame Ferland-Angers, Mère d'Youville fit preuve d'une plus grande sévérité au sujet de l'obéissance. Elle encourageait le dévouement, mais son jugement si droit lui faisait réprouver les imprudences qui pouvaient affecter la santé. Elle avait, donc, défendu aux Sœurs de porter seules de lourds fardeaux : quand le cas se présentait, elles devaient demander de l'aide. Or, une novice, Sœur Céloron, occupée à la lessive, s'avisa de transporter à bout de bras un cuvier de linge mouillé, et elle s'affaissa sous le coup d'une lésion interne qui la conduisit à la mort en quelques jours, malgré tous les soins qu'on lui prodigua. Cette novice était rendue au terme de son noviciat, elle pouvait donc être admise à la

---

un important ouvrage sur Louisbourg et l'histoire de sa forteresse, a gracieusement mis à notre disposition sa riche documentation, son expérience des choses militaires et des heures précieuses de recherches dans les documents des archives de France.

profession religieuse avant sa mort. Mère d'Youville résolut de punir cette grave désobéissance d'une manière éclatante, et, malgré la douleur qu'elle ressentait de ce triste dénouement, elle refusa à la Sœur Céloron le bonheur de prononcer ses vœux d'une manière solennelle. Il est, cependant, de tradition, qu'elle les prononça en particulier, mais son nom n'apparaît pas au registre des Sœurs professes de l'Institut. Cette dure punition risquait de brouiller la supérieure avec l'une de ses dames pensionnaires, la mère de la novice, Mme Céloron de Blainville, et, par ricochet, de déclancher les clabaudements des cénacles mondains. Mais la fondatrice estimait le maintien de la discipline dans la communauté bien au-dessus de sa popularité. Il n'en fut heureusement rien; au contraire, la mère, poussée par la grâce, eut le désir de remplacer sa fille, et demanda son admission dans la communauté. Catherine Eurry de la Pérelle, veuve de Pierre-Joseph Céloron, sieur de Blainville, chevalier de Saint-Louis, était alors âgée de quarante-sept ans. Mère d'Youville trouvait qu'elle était « d'une vertu peu commune ». Elle prononça ses vœux de religion le 3 juillet 1771 . . . »

Quatre membres de la famille Céloron de Blainville et au moins deux membres de la famille Eurry de la Pérelle avaient été faits chevaliers de Saint-Louis. Pierre-Joseph, notre héros, le fut aussi, et il n'avait pas volé cet honneur.

Lorsque l'adolescent de douze ans reçut l'aiguillette de cadet en 1759, il était loin de penser que l'uniforme qu'il endossait avec fierté le conduirait moins de trois ans plus tard de l'autre côté de l'Atlantique, ayant perdu pour toujours sa province natale. Malgré son jeune âge il participa à l'attaque du fort Chouaguen sous les ordres du chevalier de La Corne. Légèrement blessé au siège du Fort-Lévis l'année suivante, en 1760, il fut fait prisonnier, conduit en Nouvelle-Angleterre et de là envoyé en France. Il eut la bonne fortune de pouvoir être accueilli dans la famille de son grand-père maternel, à Montléry (S.-&-O.), où il demeura jusqu'en 1767 alors qu'il fut nommé sous-lieutenant dans la légion de Saint-Domingue. Il avait vingt ans, et toute sa carrière militaire se passa aux Iles. Il participa à la campagne de l'indépendance américaine comme membre de l'escadre du marquis de Vaudreuil, et à partir de 1783 il gravit l'un après l'autre les échelons qui l'amènèrent au poste de commandant de la place de Jérémie en 1787. Il est fait chevalier de Saint-Louis le 3 janvier 1788.

Il passa aux Indes Occidentales, particulièrement à Saint-Domingue, les années cruciales de la Révolution française. Les états-majors de la colonie ayant été réformés par l'assemblée constituante en 1792, alors qu'il venait d'obtenir son grade de lieutenant-colonel, il repassa en France, pour entreprendre une bataille plus épuisante et plus démoralisante que toutes celles auxquelles il avait pris part au cours de sa longue carrière : la lutte pour son droit légitime à une retraite paisible et à une pension régulière. Comme tous les soldats coloniaux, il se sentait mal à l'aise dans l'atmosphère soupçonneuse des coulisses des milieux officiels. Il le fut plus encore lorsqu'il lui fallut énumérer, décrire, expliquer, prouver, assermenter et signer le détail de ses états de services, en face d'imperturbables fonctionnaires qui ne se doutaient pas que les dates qu'ils inscrivaient sur le parchemin officiel réveillaient souvent chez celui qui les énumérait des souvenirs pénibles et douloureux.

Céloron de Blainville obtint de prendre sa retraite en 1795. La supplique spécifiait que « le mauvais état de santé et des infirmités constatées lui ont fait obtenir une pension de 6000 francs, considération de cinquante-deux ans, deux mois, dix jours de services, y compris vingt-six ans, un mois, cinq jours dans la colonie de Saint-Domingue ». Peu de temps après son retour en France, soit le 23 novembre 1794, il avait épousé à Tours, une veuve de trente-quatre ans, Catherine-Henriette d'Auvergne.

Malade, infirme, sans autre ressource que sa pension, Céloron de Blainville voulut entrer aux Invalides dès sa mise à la retraite. Mais il n'y fut admis que deux ans plus tard, en 1797, parce que Barras lui reprochait d'être un chevalier de Saint-Louis, ce qui était vrai, et aussi d'être un agent de la police royale de Paris, ce qui était faux, car ce militaire des Iles ne pouvait avoir l'étoffe d'un mouchard parisien.

Et c'est aux Invalides que sa vie s'épuisa, le 6 Pluviose, an XI (1803).

Il était connu sous le nom de « Céloron le Jeune » pour le distinguer de son frère consanguin, qui portait les mêmes prénoms et qu'on appelait « Céloron l'Aîné ». Ce dernier, né à Montréal en 1726, participa à la plupart des batailles de la guerre de Sept Ans et servit ensuite aux Antilles comme capitaine dans le régiment de Saint-Domingue. Il mourut à Tours le 28 juin 1801. Les deux frères, bien qu'ayant une différence d'âge d'une vingtaine d'années, étaient très

liés. Signalons qu'un de leurs compagnons d'armes et ami de toujours fut Constant-François-Daniel Marchand de Ligneris, né à Montréal le 9 novembre 1739, qui, après une carrière militaire de vingt-quatre ans dans le régiment du Cap Français, s'établit à Tours, comme Céleron l'Ainé, et y mourut. Fut-il lui aussi chevalier de Saint-Louis, comme le suppose Aegidius Fauteux ? C'est peu probable. Du moins son acte de décès, le 26 août 1809, et les documents officiels que nous connaissons ne lui accordent pas ce titre.

### MATHIEU HERBIN

Qui était Mathieu Herbin ? Aegidius Fauteux en fait un chevalier de Saint-Louis sous le nom de Louis-Frédéric, le fait naître à Montréal le 5 juin 1734 et le dit fils de Louis Herbin et de Marie-Anne Boucher de Niverville.<sup>(3)</sup> Or, le mariage de ces derniers n'eut lieu qu'en 1740, et pourtant Mathieu Herbin lui-même, dans la liste de ses états de services qu'il dressera plus tard, se dit né à Montréal le 5 juin 1734, sans toutefois mentionner le nom de ses parents. En 1734, Marie-Madeleine Boucher de Niverville avait à peine quatorze ans. Il est possible qu'elle ait commencé à bonne heure la vie scandaleuse qu'elle mena avec les soldats anglais après la conquête. Ce qui est sûr, c'est que quatre mois après son mariage, elle mettait au monde un fils baptisé à Chambly le 3 juin 1740 sous le nom de Louis-Frédéric, et c'est ce dernier peut-être qui changea plus tard son nom en celui de Mathieu, pour des raisons que nous ignorons.

Louis Herbin, né à Montréal en 1711, eut un rôle militaire plutôt effacé, et son titre le plus marquant fut d'être le dernier commandant du fort Saint-Frédéric, de 1757 jusqu'à sa destruction le 31 juillet 1759. Il fut fait chevalier de Saint-Louis, comme plusieurs autres Canadiens, le 23 février 1759, et après la Cession, il fut conduit comme prisonnier en Angleterre. Sa femme, Marie-Madeleine Boucher de Niverville, et sa fille Elizabeth, devaient passer en France, comme ce fut le cas pour de nombreuses familles d'officiers. Mais elles étaient toutes deux de mœurs légères et oublièrent vite le sort du prisonnier, dans l'entourage des officiers anglais.<sup>(4)</sup> Louis Herbin, après sa libé-

(3) En réalité, c'est Marie-Madeleine Boucher de Niverville, et non Marie-Anne, que Louis Herbin épousa. (Registre de la mission Saint-Joseph de Chambly, 28 février 1740; contrat de mariage le 29 février, par le notaire Hodiesme).

(4) Ceux qui sont intéressés à en connaître davantage sur la vie de ces deux

ration, se retira à Alençon. Nous l'y trouvons en 1767 à titre de capitaine réformé du régiment des recrues de cette ville. Sans doute n'est-ce pas uniquement par hasard que son fils supposé, Mathieu, ou Louis-Frédéric comme l'appelle Aegidius Fauteux, se trouvait également en cette ville.

Pour nous guider dans l'exposé de la vie militaire de Mathieu Herbin, nous n'avons pratiquement que la liste de ses états de service militaire, dressée par lui-même en des termes où l'on sent toujours percer une pointe d'exagération, car il s'agissait toujours pour lui de maintenir ou d'augmenter sa pension. Il est plutôt discret, et pour cause, sur sa vie privée, mais des contemporains avisés ont pris soin de nous renseigner dans ce domaine.

Lorsqu'il passa en France après la Cession, Mathieu Herbin avait déjà une intéressante carrière militaire, et il pouvait affirmer sans trop d'ostentation qu'il « rassemblait en lui toutes les traditions guerrières de l'Armée française d'Amérique » . . . Une fiche du ministère de la Guerre, certainement dictée par lui, décrit ainsi ses campagnes dans le Nouveau Monde<sup>(5)</sup> : « Onze années de suite sans rentrer chez lui et dans toutes les saisons. Employé sans cesse à commander les postes les plus délicats, ou en détachement avec les sauvages. Au reste s'est trouvé à la Belle-Rivière, à l'affaire de Bradox (Braddock), général anglais tué dans cette affaire ainsi que M. de Beaujeu commandant l'armée française. Après la bataille gagnée, il fut détaché pour aller à la Virginie sous les ordres de Mr. Bellestre, il essuya un combat très opiniâtre. S'est trouvé à la bataille de Carillon que Mr Montcalm commandait. S'est trouvé à la bataille de Montmorency que M. de Lévis commandait. S'est trouvé au siège du fort Georges que M. Montcalm commandait. S'est trouvé à la bataille de Québec que M. Montcalm commandait et qui y fut tué ainsi que le Général Wolf commandant l'armée anglaise. Le printemps suivant s'est trouvé à la bataille que M. de Lévis commandait quand il fit le blocus de Québec et s'est trouvé au siège. Il s'est trouvé à dix-huit combats. »

Le même document signale qu'Herbin fut quatre fois blessé de coups de feu, et ce détail est confirmé par une lettre signée de Vaudreuil le 27 février 1766, dans laquelle l'ancien gouverneur certifie

---

femmes pourront consulter : Marcel Trudel, *Revue d'histoire de l'Amérique Française*, VII, pp. 11-30, X, pp. 200-202; Knox, *Historical Journal*, II, 361

(5) Archives de la Guerre — Dossiers des Officiers Généraux — dossier Herbin. (Documentation de M. Eric Labignette).



que « M. Herbin fils, ci-devant officier dans les troupes de la colonie du Canada, a servi dans ce pays pendant toute la dernière guerre avec tout le zèle et la bravoure possible, qu'il a reçu en différentes affaires quatre coups de feu et qu'il s'est dans toutes les occasions comporté avec beaucoup de conduite et d'intelligence, suivant les témoignages qui nous en ont été rendus par les officiers généraux et commandants sous lesquels nous l'avons employé ». Mathieu Herbin ne tient pas à faire état toutefois de l'aventure qui lui est arrivée à Saint-Augustin, près de Québec, alors qu'au cours d'une escarmouche avec les Anglais, il se fit enlever son vin, ses liqueurs et sa fille de joie.<sup>(6)</sup>

Toujours d'après sa fiche du Ministère de la Guerre, Mathieu Herbin aurait été sollicité par le général Murray de rester au Canada « pour continuer à commander et contenir les sauvages ». Mais il protesta énergiquement : « Les dispositions les plus avantageuses ne l'ont pas ébranlé et après avoir vu brûler deux maisons et perdu deux fois ses équipages il a abandonné Mère, Sœur et Biens pour suivre les drapeaux français ». Le jeune officier combattant dut se trouver un peu dépaysé lorsqu'il se vit attribuer un poste de lieutenant au régiment de recrues d'Alençon, petite garnison calme de province de France. Le 5 mai 1772 il est nommé capitaine au régiment régional d'Argentan. En 1789 il était depuis dix ans lieutenant-colonel et commandait le bataillon de garnison attaché au régiment de Conti. Depuis son arrivée en France sa carrière s'était embourgeoisée dans de petites villes de province, mais apparemment il ne s'y ennuyait pas.

Il passe rapidement, dans la fiche de ses états de service, sur ses actions militaires à cette époque. D'autres sources, par contre, nous renseignent sur ses aventures amoureuses. Ainsi peut-on lire dans un rapport de police : « M. Herbin, officier du Canada, jeune homme d'une jolie figure, de retour en France depuis environ trois ans, a été lié à son arrivée avec Mme de Chennevière, épouse d'un premier commis du bureau de la guerre. Cette intrigue a duré plus de deux ans et cette dame avait pour lui toutes sortes de bontés; mais M. Erbin, naturellement inconstant, s'est attaché depuis un an à Mme la marquise de Soleur, qui a eu un soin étonnant de lui pendant sa petite vérole, et qui s'est épuisée pendant l'absence de son mari pour renchérir sur les bienfaits que lui faisait Mme de Chennevière. Mais le

---

(6) Marcel Trudel, *Revue d'Histoire de l'Amérique Française*, VII, II; Knox, *Historical Journal*, II, 361.

retour du marquis de Soleur, depuis un mois, ôtant au sieur Erbin la commodité de voir la marquise, et à cette dame la faculté de fournir aussi souvent à ses besoins, il s'est raccommo<sup>d</sup>é avec Mme de Chennevière, qui a quitté de son côté M. Desauvergn<sup>y</sup>, chevalier de Saint-Louis, et ce dernier a repris ses anciennes chaînes avec Mme de Gonnore, veuve d'un ancien aide-major des gardes du Roi ». <sup>(7)</sup> Pendant ce temps, de l'autre côté de l'Atlantique, à Montréal, la sœur de Mathieu Herbin, Marie-Elizabeth, ainsi que mère, fille du chevalier de Niverville, vivaient de façon à peu près semblable. Ce qui rend le cas de ces dernières plus dégradant, c'est que la mère et la fille vivaient en concubinage, dans la même maison, avec des officiers de l'armée des conquérants, au grand scandale des autorités britanniques, particulièrement du général Haldimand qui, dans une lettre à Amherst, qualifiait Elizabeth Herbin « une fille perdue de réputation ».

Lorsque survint la Révolution, Mathieu Herbin avait cinquante-cinq ans. Il mit soigneusement à l'abri dans ses tiroirs la croix de Saint-Louis qu'il avait obtenue en 1777 après avoir fait grand état de sa carrière militaire au service de la France, et adopta ouvertement les idées nouvelles. Il organisa et commanda la Garde nationale d'Alençon et obtint, en 1791, le poste de maréchal de camp. Lorsqu'éclata en 1795 l'insurrection royaliste des Vendéens, il offrit ses services à la République et, « aux Représentants du Peuple près les Armées des Côtes de Brest et de Cherbourg », il exposa son programme en ces termes déclamatoires : « J'ai toujours cru qu'il était plus du devoir d'un vrai patriote de faire le bien que de préconiser celui qu'on ne fait pas. Si je recueille quelque fruit des services que j'ai pu rendre à mon pays, je le trouve dans la satisfaction de n'avoir jamais dévié de mes principes, d'avoir gardé le silence lorsqu'une carrière si vaste était ouverte à l'ambition et d'avoir enfermé mes actions dans l'enceinte d'une ville où je jouis d'une belle récompense si je l'ai une seule fois préservée des effusions de sang qui ont ailleurs souillé la Révolution . . . Ayant accepté en 1794 le commandement de la Place d'Alençon, des troubles s'élevèrent peu de temps après dans les districts voisins; des bandes parcouraient les communes, renversaient les arbres de la Liberté, pillaient les magasins d'armes, brûlant les papiers de la municipalité et immolèrent même quelques victimes. »

---

(7) Camille Piton, *Paris sous Louis XV. Rapports des Inspecteurs de Police au Roi. Société du Mercure de France, 1911. Voir aussi un article de Robert de Roquebrune, « Trois personnages inconnus de la Révolution », Miroir de l'Histoire, No 45, oct. 1953.*

Son rôle dans cet épisode de la guerre de Vendée fut tout simplement ridicule, s'il faut en croire Robert de Roquebrune, qui a particulièrement étudié cet aspect de la carrière de Mathieu Herbin et qui le résume en ces termes : « Le hasard d'une absence du commandant de la place le rendit maître de la garnison d'Alençon. On était en 1795 et la chouannerie normande mettait sur les dents la troupe, la gendarmerie et la garde nationale. Le général Herbin, qui s'était si bien battu jadis au Canada sous Montcalm, rêvait de vaincre les chouans. Dans sa valeureuse jeunesse, Mathieu Herbin avait commandé un régiment de Canadiens dans l'expédition du chevalier de Lévis contre le Fort George. Il pensait qu'un général de la République pouvait bien renouveler les prouesses d'un lieutenant du Roi. Et il dressa ses deux cents cinquante hommes de troupe « à la canadienne ».

Mais la guerre « à la chouanne » ressemblait assez à la guerre « à la canadienne ». Les ruses du général Herbin étaient déjouées par les généraux royalistes. Une chose surtout enrageait le général : les « brigands royalistes » attaquaient les voitures chargées de fonds publics. S'emparer des assignats de la République était un des buts de guerre des chouans. Ils ne se gênaient d'ailleurs pas pour arrêter les diligences et détrousser les voyageurs. Herbin voulait mettre fin à ces brigandages.

Il apprit qu'une troupe de chouans rôdait depuis quelques jours autour d'Alençon et semblait méditer un mauvais coup sur la ville. Disposant une partie de ses hommes à la garde des remparts, Herbin fit une sortie avec le reste. Sa reconnaissance le mena assez loin. Il eut beau fouiller les bois, arpenter les petits chemins et entrer dans les fermes, il ne rencontra aucun chouan. Mais lorsqu'il rentra dans Alençon, ce fut pour apprendre que la malle de Brest, venant de Paris chargée de trois millions en assignats, avait été attaquée et l'argent volé.

Cette défaite l'humilia profondément. Aussi, le commandant de la place étant revenu, le général Herbin renonça-t-il au métier militaire et demanda sa retraite.<sup>(8)</sup>

Il l'obtint le 16 décembre 1796, et à Alençon, petite ville qui lui rappelait de si doux souvenirs, lui parvenaient les échos des campa-

---

(8) *Miroir de l'Histoire*, No 45, p. 1106.

gnes de Napoléon, et des autres événements qui, à cette époque, ont tellement bouleversé la France. Il ne devait mourir qu'en 1823, âgé de quatre-vingt-neuf ans.

### PHILIPPE-AMBROISE DENYS DE LA RONDE

« Le citoyen Laronde », comme il voulut être appelé aux années enthousiastes de la Révolution française, était issu d'une des plus illustres familles canadiennes. Son grand-père Louis, et son père, Louis-Philippe Denys de la Ronde, furent chevaliers de Saint-Louis. Sa mère, née Louise-Marguerite Gaillard, fille de Jean-Baptiste Gaillard et de Louise Desjordy de Cabanac, lui donna le jour le 6 décembre 1753 et il fut baptisé le lendemain sous le nom de Philippe-Ambroise. Il eut pour parrain le lieutenant Charles Denys et pour marraine Angélique de Méloize, épouse du capitaine Péan. Son père passa en France après la prise de Louisbourg et prit sa retraite le 1er mai 1764. C'est en cette dernière année que Philippe-Ambroise alla le retrouver avec sa mère. Le 18 septembre 1764, un navire appareillait de Québec pour la France.<sup>(9)</sup> Il avait à son bord une cinquantaine de passagers, au nombre desquels étaient le grand-vicaire Briand, François Daine, ex-directeur du Domaine du Roi, son épouse Louise Pécaudy de Contrecœur et leurs deux filles, Madame Vergor et ses deux fils, Madame Louis-Philippe Denys de la Ronde et son fils.

Au début de la Révolution, nous retraçons Philippe-Ambroise, capitaine au bataillon que le régiment de la Guadeloupe détachait à la Martinique. Sa carrière antérieure avait été celle d'un officier de bonne noblesse et d'une excellente réputation militaire. Cadet dès l'âge de douze ans, il avait été nommé en 1768 sous-lieutenant aux troupes royales de Cayenne, puis lieutenant. En cette qualité, il participa à la guerre de l'indépendance américaine, et prit part notamment au combat naval du 6 juillet 1779 sous d'Estaing et à l'expédition des colonies hollandaises de Demerary, Essequibo et Berbice. Dès que la Constituante fut proclamée à la Martinique, malgré l'opposition des notables, il prit résolument le parti de la Révolution et ne devait plus le quitter. Rentré en France en 1791 il devint lieutenant-colonel l'année suivante au même régiment de la Guadeloupe qui avait pris le numéro 109<sup>e</sup> et tint alors garnison à Lorient, appelé sous la Révolution : Port-

(9) *Revue d'Histoire de l'Amérique Française*, VIII, 488-489.

Liberté. Comme il avait toujours manifesté son loyalisme pour le nouveau régime au point de démocratiser son nom en celui de Laronde, son passé honorable aidant, il obtint un rapide et brillant avancement. En 1793 il fut nommé général de brigade et reçut des missions à l'Armée de l'Ouest, laquelle avait pour tâche de s'opposer aux tentatives de débarquement anglais. Il dut donner satisfaction dans son emploi, car très peu de temps après il était nommé général de division. C'est en cette qualité qu'en 1794 il fut envoyé à l'Armée de Sambre-et-Meuse qui devait se couvrir de gloire sous le général Jourdan et remporter la bataille de Fleurus qui donna la Belgique à la France. Il reçut dans le même temps un commandement territorial, celui de l'arrondissement de Givet. Mais on était sous la Terreur et malgré son nom roturier de Laronde, le malheureux général fut mis en disgrâce. Il ne figura pas sur la liste des généraux maintenus en activité.

Il se rendit alors à Paris et chercha à se faire réintégrer dans l'armée. Il crut en trouver l'occasion le 13 Vendémiaire an III (1795). On était aux derniers jours de la Convention et Robespierre était tombé; un vent de réaction contre les excès de la Terreur soufflait dans la Capitale. Les Royalistes crurent le moment venu de rétablir la Monarchie et se lancèrent ce jour-là dans une insurrection contre-révolutionnaire. Une partie du peuple marcha contre l'Assemblée tandis qu'une autre la défendait. Un général de brigade du nom de Bonaparte fit pencher la balance du destin en faveur de la République. Parmi les troupes populaires se trouvait un bataillon de Sans-Culottes qui s'appelait le « 2<sup>e</sup> Bataillon des Patriotes de 89 ». Ne voulant pas rester inactif, Laronde se mit à sa tête et se battit pour la République. Il crut ainsi avoir rétabli sa situation politique et, de fait, il fut réintégré dans l'armée avec son grade de général de division, le 25 octobre 1795, dernier jour de la Convention. En réalité il avait fait un faux-pas. Le Directoire, qui succéda à la Convention, était composé de royalistes plus ou moins avoués. Laronde, héros du 13 Vendémiaire, devint un « bourreau » le mois d'après et trois mois plus tard il était de nouveau à la retraite. Dans les révolutions l'opportunisme ne réussit qu'une fois sur deux.

Lorsque Bonaparte arriva au pouvoir avec le Consulat, l'espoir s'empara de nouveau de Laronde. N'était-il pas un compagnon de lutte du nouveau Premier Consul ? Nouvelle erreur ! Si Bonaparte, par esprit arriviste, avait défendu la Convention, il n'avait nullement

l'âme d'un Jacobin. Toute sa vie il eut honte de la fusillade de l'Eglise Saint-Roch sur les marches de laquelle il avait fait tirer sur les insurgés royalistes. Aussi lorsque Laronde lui demanda à reprendre du service pour être employé dans les dix Demi-Brigades de vétérans qu'on allait organiser, n'obtint-il pas satisfaction. Désespéré, il se retira à Vannes dans le Morbihan avec sa pension de retraite de général de division de 3.000 francs par an. Il y mourut le 21 octobre 1813, à l'âge de soixante ans. Au retour des Bourbons, on supprima sa pension à sa veuve et la malheureuse eut l'impudence d'adresser une requête au Roi Louis XVIII dans laquelle elle vantait l'attachement à la Monarchie de son ancien mari, à qui, dans son zèle à défendre sa mémoire, elle accordait le titre de chevalier de Saint-Louis tout en lui restituant son véritable nom teinté de noblesse : « . . . La Dame Marie Joseph Macé, Veuve Denis de la Ronde, Chevalier de Saint-Louis, mort Général de division le 23 octobre 1813, ose mettre sous les yeux de votre Majesté la triste situation où l'a réduite la mort de son mari, situation d'autant plus pénible à supporter que jusqu'à cette époque elle avait joui de toutes les douceurs que donnent un rang distingué et une honnête aisance.

« Mr Denis de la Ronde entra au service en 1764 et fut mis à la retraite le 27 Messidor An 6. Il avait formellement refusé de signer l'adresse de félicitations votée à la Convention par son régiment le 109ème lors de l'attentat commis sur la personne de l'auguste frère de votre Majesté, et depuis il s'était encore refusé à faire la guerre contre l'armée royale de Vendée.

« A l'époque de son décès sa Veuve sollicita une pension alimentaire : elle lui fut refusée et la Veuve d'un officier général, après avoir épuisé les faibles ressources ménagées par son mari, se verra bientôt ainsi que son enfant en proie aux horreurs du besoin, si votre Majesté Sire ne daigne pas jeter un regard favorable sur sa pénible situation . . . »

Sans doute au courant du passé passablement troublé du « citoyen Laronde », le roi resta insensible à cette dernière offensive de sa veuve, et la lettre fut placée dans le « dossier Laronde », avec les autres lettres dans lesquelles il protestait de sa fidélité à la République et de sa haine des tyrans. Dans un coin de la lettre de Marie-Joseph Macé, Louis XVIII avait écrit ces deux mots : « Répondre négativement ».

## RENÉ-GÉDÉON VAREIL

La carrière de ce militaire, né à l'Île Saint-Jean, en Acadie, le 3 septembre 1756, est brève et plutôt obscure.

Il était fils de Louis-Melchior Vareil de la Bregeonnière, originaire du Poitou, qui après avoir conquis ses grades en Acadie devait être fait chevalier de Saint-Louis en 1770, et de Marie-Joseph Dagneau de la Saussaye. Sans doute passé en France en 1765, lorsque son père se retira du service, on trouve René-Gédéon Vareil, en 1771, sous-lieutenant au régiment provincial de Poitiers. Envoyé en Guyane en 1779, il est, au moment de la Révolution, capitaine au premier bataillon du III<sup>e</sup> régiment d'infanterie, et demeura à Cayenne jusqu'en 1793. Ce séjour de près de quinze ans aux colonies altéra considérablement une santé déjà faible, et il obtint de se rendre en Bretagne pour se rétablir. Il se fixa au Port-Liberté, dans le Morbihan, et y mourut en 1796. Citons cette note laconique extraite de ses états de service :

« Durant son séjour au Port-Liberté (aujourd'hui Lorient) les Anglais effectuèrent une descente dans la baie de Quiberon. Consultant plus son zèle que ses forces, le Capitaine Vareil offrit ses services au Colonel Evrard, adjudant-général, qui l'employa en lui donnant le détail de la Colonne qu'il commandait. La nouvelle fatigue d'un camp jointe au délabrement de sa santé lui occasionnèrent une maladie qui le conduisit en peu de jours au tombeau. »<sup>(10)</sup>

Peu après son arrivée en Bretagne, soit le 3 novembre 1793, René-Gédéon Vareil avait épousé une jeune fille de Port-Liberté, Jeanne-Claude Bruilliac, fille « du citoyen Alain Jean Bruilliac et de la citoyenne Marguerite-Jeanne Stephan ».

La mort du capitaine Vareil aurait laissé sa veuve dans le dénue-ment le plus complet, s'il faut en croire cette lettre qu'elle adressa à ceux auprès de qui elle espérait obtenir justice : « La citoyenne Varelle (sic) dans la position cruelle où vient de la laisser la mort du capitaine Varelle son époux, se voit aujourd'hui par son manque de fortune hors d'état de subvenir à ses besoins les plus pressants, n'ayant plus d'autres ressources que celles de parents qui se trouvent eux-mêmes dans l'impuissance de lui être utiles; elle n'a d'autre recours que dans la bonté de la République dont l'humanité et la justice ne

---

(10) Archives de la Guerre — Archives Administratives — dossier Vareil.

permettront pas que la veuve d'un vrai défenseur de la Patrie, de celui qui a passé la plus grande partie de sa vie et qui a terminé ses jours en la servant, se trouve réduite au malheur de ne savoir comment subsister. C'est pourquoi, fondée sur la justice de sa demande, la Citoyenne Vareille ose espérer qu'on voudra bien y avoir égard . . . »

A une autre époque peut-être, la lettre de la citoyenne Vareil eût pu apitoyer les dirigeants de la politique. Mais elle était semblable à des milliers d'autres, et eut apparemment le même sort.



Ces militaires dont nous venons d'esquisser brièvement la carrière : Céloron de Blainville, Herbin, Laronde et Vareil, furent des officiers de l'époque de la Révolution. Etienne d'Hastrel de Rivedoux et François-Joseph Chaussegros de Lery servirent à la fois sous la Révolution et sous l'Empire. Le premier fut un officier de grand talent, qui était d'une faible constitution physique, qui mina sa santé sur tous les champs de batailles de l'Europe, ce qui l'empêcha d'exercer un rôle de chef de premier plan, surtout à une époque où il y en eut tellement. Quant à Chaussegros de Lery, il fut un véritable grand homme de guerre, et il est de loin la plus remarquable figure parmi les officiers canadiens qui servirent la France dans cette période tragique et grandiose de son histoire.

### ETIENNE D'HASTREL DE RIVEDOUX, BARON DE L'EMPIRE

Le père de notre héros, Christophe-Claude d'Hastrel de Rivedoux, eut lui-même une carrière militaire suffisamment intéressante pour mériter au moins quelques lignes.

Né à Mille-Fleurs (Ile de Ré) le 27 mars 1725, il était fils de Pierre-Bruno d'Hastrel et de Louise-Suzanne Rousseau de la Cour. Inscrit comme volontaire en 1744 dans le régiment d'infanterie royale, il participa l'année suivante au siège d'Ypres et en 1746 il fut blessé à la bataille de Fontenoy. En 1747, il fut laissé pour mort sur le terrain au combat de Rocour. Il participa à diverses campagnes jusqu'en 1755, alors qu'il passa au régiment de Languedoc partant pour le Canada, au titre d'ingénieur. Blessé à Carillon, il revint à Québec



avec le grade de capitaine et prit part à la bataille des Plaines d'Abraham, puis à celle de Sainte-Foy sous les ordres du marquis de Lévis. Le 12 février 1760, il épousait à la Pointe-aux-Trembles de Québec Marie-Anne Liénard dite Boisjoly, qui lui donna trois enfants dont deux au Canada : Marie-Thérèse, née à la Pointe-aux-Trembles le 13 décembre 1764 et décédée à Rivedoux (Ile de Ré) en 1770; Etienne, né aussi à la Pointe-aux-Trembles le 4 février 1766; Marie-Bruno, née à Saint-Martin de Ré le 27 juin 1771.

Le capitaine d'Hastrel retourna en France en 1766, et quatre ans plus tard son épouse et ses deux enfants l'y suivirent, au moment où il se disposait à partir pour l'Inde à la tête d'une compagnie. Au siège de Pondichéry, il fut blessé si grièvement qu'il mourut de ses blessures le 1er juillet 1782. Il dort son dernier sommeil dans le cimetière de la paroisse Notre-Dame-des-Anges à Pondichéry.<sup>(11)</sup>

A la mort de son père, qu'il n'avait guère connu, Etienne avait seize ans. Il n'avait pas davantage connu sa mère qui, dès son départ du Canada, l'avait laissé en pension à La Rochelle, alors qu'elle-même se rendait en hâte à l'Ile de Ré pour débrouiller les fils du frêle héritage de son mari.

« Mon père, écrit dans ses Mémoires le futur Baron, avait une fortune très bornée, et il l'avait dissipée. Il avait vendu à un de ses frères sa propriété de Rivedoux afin d'être en état de faire la campagne de l'Inde. A sa mort, ma mère se trouva sans aucune ressource, et chargée d'une fillette qu'elle avait eue après mon arrivée à La Rochelle. Quant à moi, elle s'en inquiétait peu, puisqu'elle n'est pas venue me voir une seule fois pendant mon séjour chez Mr. Trouillet, et je pouvais, à juste titre, me considérer comme entièrement orphelin. Cet abandon absolu de ma famille m'a peut-être été plus avantageux que nuisible, car j'ai réfléchi de bonne heure sur ma position, et j'ai senti que je ne devais pas chercher d'autre appui que dans ma conduite et mon instruction ».

---

(11) Christophe d'Hastrel de Rivedoux apprit à l'Ile de France, en 1775, qu'il avait été fait chevalier de Saint-Louis, en même temps que des compagnons d'arme, dont quelques Canadiens. Un accusé de réception du chevalier de Ternay, daté du 20 décembre 1775, dit ceci : « Monseigneur, j'ai reçu les Croix de Saint-Louis que vous m'avez adressées pour MM. Hertel, Boucherville, Léonard, d'Hastrel de Rivedoux, Grandemange et Fitz-Gérald. Ce dernier est mort et je vous renvoie la lettre du Roy pour sa réception, n'y ayant personne de son nom dans ce pays-ci qui puisse en tirer quelque avantage ».

Telle fut la jeunesse de ce Canadien de naissance qui devait parcourir toutes les routes d'Europe dans les armées de Napoléon, qui vécut un temps dans l'intimité de ce dernier, qui partagea la gloire et les déboires des grands maréchaux et qui devint Baron de l'Empire. A la fin de sa vie il résumait sa carrière en ces termes : « A l'époque du 1er janvier 1825, j'avais 43 ans passés de services effectifs sans interruption, et dix-huit campagnes; ma carrière était assez pleine, et je pouvais céder ma place à de plus jeunes que moi. En rentrant dans la vie privée, j'ai la conscience d'avoir rempli tous mes devoirs avec zèle et désintéressement. Toujours attaché à ma patrie, la justice et l'impartialité m'ont toujours dirigé, et jamais je ne me suis écarté du chemin de la plus exacte vérité. Ma femme, mes enfants, ma bibliothèque et mon parterre me consoleront des intrigues, des dénonciations et des injustices. Je ne regretterai nullement le tumulte du grand monde, ni une activité de service accompagnée de dégoûts, de vicissitudes et de désagréments . . . »

Etienne d'Hastrel de Rivedoux étudia d'abord à l'Ecole Militaire de La Flèche, où il demeura jusqu'à la réorganisation des Ecoles Militaires en 1776. Envoyé à l'Ecole Militaire de Paris en 1781, il y retrouva son compagnon de La Flèche, le futur général Clarke et son futur beau-frère, et il y demeura jusqu'au 8 mai 1784,<sup>(12)</sup> alors qu'il fut nommé lieutenant d'infanterie au régiment d'Artois, en garnison à Rouen. C'était son entrée officielle dans la vie militaire, et cet événement lui inspira les nobles sentiments qu'il a consignés en ces termes dans ses carnets :

« Ne connaissant personne dans ce régiment, et n'ayant d'autre fortune que mes appointements qui étaient composés de sept cent vingt francs par an, plus cent vingt francs pour logement, je sentis que je devais éviter toute occasion de dépense, et me chercher un appui. Je le trouvai dans mon capitaine, Mr. de Fontbonne, qui m'accueillit comme un père, et me traita comme son ami. Je me livrai à l'étude des devoirs militaires et je me fis remarquer par mon exactitude dans mon service et la régularité de ma conduite. J'aimais le dessin, et je m'en occupais pendant le temps que je ne passais pas avec mon excellent Mentor.

---

(12) Etienne d'Hastrel de Rivedoux a manqué de peu de connaître à l'Ecole Militaire de Paris Napoléon Bonaparte, qui y entra en septembre de cette année.

« Sans m'éloigner de mes camarades, je n'étais point de leurs parties, et ils ne m'en savaient point mauvais gré, parce qu'ils connaissaient ma situation que je ne leur avais pas cachée.

« Rien ne nuit plus aux jeunes gens que le ridicule amour-propre de vouloir paraître plus riche qu'on ne l'est en effet; c'est le véritable moyen de se déranger. Alors on fait des dettes, on fait de mauvaises affaires, on joue, et l'on finit par se faire mépriser de tout le monde. Rien ne sied mieux à un jeune homme que la modestie, l'ordre, et le zèle pour son service. Un militaire qui sait s'occuper, qui aime ses devoirs, et qui, sans être avare, a de l'économie, ne peut que se faire estimer et obtenir un avancement d'autant plus flatteur qu'il ne le devra qu'à son mérite et à sa bonne conduite . . . »

Affecté à l'Etat-Major de l'armée du Rhin, Etienne de Rivedoux connut les luttes épiques dont les positions de Weissembourg furent le théâtre, leur prise par Würmser et leur reprise à la baïonnette par les soldats de la République. Il participa activement à la vie des camps de cette époque, mais il n'avait pas comme d'autres la hantise d'accéder le plus rapidement possible aux plus hauts postes, d'abord par crainte des représailles, et aussi par philosophie, car ce militaire aime avant tout la paix, et il ne s'en cache pas. « A Weissembourg, le général Clarke voulut me faire nommer adjudant-général, mais je refusai ce dangereux honneur. Tous les jours, les représentants du peuple, sous les plus frivoles prétextes, faisaient arrêter comme traîtres des colonels et des généraux et les envoyaient au tribunal révolutionnaire à Paris, pour alimenter la guillotine. Je crus plus sage de rester dans mon obscurité . . . » C'était en 1793, et quand on apprit, au régiment, la mort de Robespierre, tout le monde fut enchanté, mais Etienne de Rivedoux refusa quand même un grade d'avancement. Il laissa cet honneur à des officiers de fortune dont il connaissait l'incapacité et la fatuité et dont il s'est bien moqué, en les peignant de façon cruelle. Voici quelques exemples : MICHAUD, général en chef, « a 38 ans, et peu d'expérience militaire, ce qui le rend timide et irrésolu, et même défiant. Il tremble devant les représentants et n'oserait pas leur faire une objection ». DUVIGNON, général de brigade, « a peu de tête et de jugement, et on lui reproche de n'avoir ni principes ni délicatesse. Il vit depuis longtemps avec une femme qui, dit-on, appartenait au public, et qui lui a été cédée par un de ses camarades en échange d'un cheval ! » Quant à Kléber, général de division, « il est brave, sévère et même dur, mais franc et incapable de se prêter aux caprices

des représentants ». Pour le général Desaix, il n'a que des louanges. C'est un excellent homme de guerre, brave, modeste, actif, sobre et d'une grande probité. Le général de division Ferrey est « un vieillard de corps et d'esprit. Il n'est cependant pas méchant, mais il ne faut pas s'apercevoir qu'il radote ». Le général Mengaud « a des vapeurs comme une petite maîtresse toutes les fois qu'il voit l'ennemi ». Quant au général de division Offenstein, « on a oublié de lui apprendre à lire et à écrire : mais c'est un beau grenadier et un brave soldat; il boit sec et jure clairement. Ces qualités l'ont fait distinguer de nos représentants qui sont de fins connaisseurs ». Parlant du général Frimont, il note : « Son principal mérite est de bien boire », et du général Girardot : « Plus fort encore que le général Frimont ». Le général Marchais a la même qualité que les deux précédents, « à laquelle il en joint d'autres moins brillantes ». On assure du général de brigade Prudhon, « qu'il est plus propre à chasser le lièvre que les Autrichiens ».

Petits tableaux sans amertume et peints sur le vif. Il termine en notant philosophiquement : « Voilà un échantillon de nos officiers généraux; en le lisant, on ne peut pas imaginer comment nous avons quelquefois des succès ! » Car il faut dès cette époque observer qu'Has-trel de Rivedoux aimait profondément et sincèrement son pays et il espérait que ce dernier connaîtrait des jours meilleurs. Après avoir raconté les vicissitudes et les bêtises des représentants du peuple aux armées, il s'écriait : « Et voilà les représentants du peuple ! Et voilà ceux qui nous gouvernent ! Et c'est pour payer les débauches de ces messieurs et pour affermir leur despotisme que les Français sacrifient leur vie et leur fortune ! O France ! O Français ! . . . Si, comme le disait un chef d'état, les finances sont le pouls d'un état, nous pouvons croire que celui de la France est bien bas. Comment remédier à ce mal ? Faire banqueroute ? C'est bien le moyen le plus sûr, mais est-ce bien le meilleur ? Je ne suis point un homme d'état, mais si l'on me demandait mon avis, je dirais : « Répartissez les impôts avec sagesse et égalité, mettez à la tête des finances des hommes probes et expérimentés, éloignez ces sangsues du peuple, ces intrigants qui se font payer pour les travaux des autres. Ne mettez en place que des hommes capables et jouissant de l'estime et de la confiance publiques; enfin punissez sans miséricorde les voleurs et les dilapidateurs quels qu'ils soient; voilà les moyens les plus sûrs pour rétablir la confiance, raviver le commerce, faire reflourir l'agriculture, et tirer la France de la crise où elle se trouve . . . »

Ces mêmes idées trottaient sans doute à la même époque dans le cerveau d'un autre jeune officier des armées révolutionnaires, Napoléon Bonaparte, sous les ordres de qui Hastrel de Rivedoux sera heureux plus tard de combattre, pour la réalisation de leurs communs espoirs. En attendant, ses compagnons d'arme étaient des militaires encore obscurs, mais qui allaient bientôt s'illustrer au service de la Grande Armée : Kléber, Davout, Pichegru, Desaix, Moreau. Il semble qu'il n'a manqué que la santé à d'Hastrel de Rivedoux pour que son nom soit aujourd'hui inscrit au Panthéon de la gloire, à l'égal des compagnons d'armes dont il a partagé la vie et les dangers.

Etienne de Rivedoux quitta l'armée du Rhin le 11 Prairial An 4 pour être affecté à l'Armée de l'Ouest qui combattait contre les Vendéens insurgés sous le commandement du général Hoche. De passage à Paris, les autorités militaires lui permirent de se rendre à l'Île de Ré, où il put revoir sa sœur et régler avec elle des affaires d'héritage. C'est pendant ce temps qu'il se maria. Le 23 novembre 1793, il épousait à Saint-Martin-en-Ré sa cousine Marie-Geneviève d'Hastrel, fille de Jacques-Bruno d'Hastrel et de Françoise Penaud. Retourné à Paris, et l'Armée de l'Ouest ayant été supprimée, il fut employé au service historique de l'Armée, que l'on appelait alors Cabinet Historique et Topographique. C'est alors qu'il reçut le grade de chef de bataillon et commença à être remarqué des chefs militaires. De grands généraux, Ernouf, puis Masséna se l'attachèrent. Nommé adjoint à l'état-major général de l'armée de Mayenne, il participa à toutes les batailles où s'illustrèrent les généraux Ernouf, Lefèvre et Jourdan. A la bataille de Zurich, en septembre 1799, alors que l'armée française écrasa l'armée russe, Etienne de Rivedoux se trouvait auprès de Masséna lorsque le chef d'Etat-major, le général Chérin, fut mortellement blessé. Masséna lui confia le soin de remplacer le défunt. Rivedoux devint général de brigade et garda ce poste jusqu'à l'arrivée du général Suchet.

Affecté à l'armée d'Italie, il se trouvait à Nice lorsqu'il apprit l'arrivée de Bonaparte à Paris, où il fut rappelé lui-même, ayant été nommé adjoint au directeur du dépôt général de la guerre. Il occupait ce poste depuis peu de temps, lorsque sa femme mourut, le 18 janvier 1801, des suites d'un accident de voiture.

Il ne semble pas avoir été trop affecté de son décès, car elle était terriblement jalouse et, poussée par son père, elle lui reprochait sans cesse la modicité de ses appointements. Pas plus tard qu'au mois d'août

suivant, il épousait Marie-Louise-Jeanne Zæpfel, belle-sœur de son ami le général Clarke, à la suggestion d'ailleurs et sur les instances de ce dernier, qui n'était lui-même marié que depuis quelques mois avec Françoise Zæpfel, de Neuviller non loin de Strasbourg. Le double voyage de noces eut lieu en Italie, et il est probable que la désignation de notre héros au poste de commandant des troupes françaises « à Florence et aux environs » avait été provoquée par son beau-frère pour réunir à Florence les deux ménages. En effet, le général Clarke avait été nommé ambassadeur de la République française en Toscane par le Premier Consul qui lui avait de grandes obligations.

Ces huit mois de séjour sous le ciel d'Italie lui permirent de refaire ses forces et, toujours grâce à la protection du général Clarke, il obtint d'être temporairement réformé et fut autorisé à vivre jusqu'en novembre 1803 avec sa jeune femme à Neuviller. En 1804, il apparaît au camp de Brest où se prépare un débarquement en Irlande, et il reste à Brest jusqu'à la formation de la Grande Armée. Pendant son séjour en cette ville, il fut chargé, le 13 Prairial An 12, de porter à Paris les procès-verbaux de prestation du serment de fidélité à l'Empereur de tous les militaires du camp de Brest.

Nommé, le 21 janvier 1806, chef de l'état-major général de la Grande Armée, en remplacement du général Vallongue, il assiste à toutes les grandes batailles qui ont immortalisé la Grande Armée. Il est à Austerlitz, à Iéna, à Eylau, à Wagram, à Friedland. Il accompagne l'Empereur à Varsovie, où une violente dysenterie le met à deux doigts de la mort. Envoyé en repos pour quelque temps à Berlin, il n'est pas encore tout à fait rétabli qu'il faut repartir, car on vient de lui confier le commandement du département du Haut-Rhin. En 1809, il est employé sous Masséna, puis il sert d'adjoint à Oudinot. Ce grand militaire est un humble, on l'a déjà remarqué. On s'en rend compte une fois de plus, lorsqu'il écrit dans son journal à la date du 17 mars 1809 : « J'oubliais de dire que j'ai eu avis que l'Empereur m'avait gratifié d'une dotation de 4000 fr. en Westphalie, et m'avait créé Baron ».

S'il n'en tirait pas gloire, c'est qu'il se rendait compte, inconsciemment, qu'il méritait bien cet honneur durement acheté, et qu'il aurait quand même suivi l'Empereur s'il ne l'eût pas obtenu.

En réalité, il le méritait bien. Car si son nom n'est attaché à aucun des grands faits d'armes qui ont fait la gloire de quelques-uns de

ses compagnons, il partagea leurs misères et leurs privations, principalement durant la campagne de Pologne qu'il traversa sous les pires climats et dont il garda toujours un triste souvenir. « Chacun, note-t-il dans ses souvenirs, galopait dans toutes les directions. Je rejoignis tristement mon cheval, mourant de faim et de fatigue, et je suivis de mon mieux les traces des galoppants. Je n'eus pas fait une lieue qu'il tomba une neige si épaisse que je ne distinguais pas la tête de mon cheval; je m'arrêtai, car je pouvais m'égarer à droite ou à gauche, ce qui est fort dangereux, parce qu'on rencontre souvent des terrains mouvants où l'on enfonce subitement de cinq ou six pieds, et l'on est perdu . . . Je pus continuer ma marche, et tout en suivant l'Empereur, j'arrivai à Varsovie . . . »

L'Empereur, il le suivra pendant les plus rudes campagnes, particulièrement à partir de 1809. Chef d'état-major de Masséna en mars, puis attaché à Oudinot, son corps d'armée rencontra celui de Napoléon près d'Augsbourg, et il ne le quitta presque plus. « Je le suivais autant que le pouvait mon Bucéphale, car il était un peu mieux monté que moi ». Même s'il admire « la rapidité de son coup d'œil, et le sang-froid admirable avec lequel il donnait ses ordres », le grand homme de guerre, toutefois, ne l'aveugle pas. Il le juge à ses actes, froidement, en homme de guerre qu'il est lui-même. Les anecdotes qu'il conte à son sujet sont des plus véridiques, puisque ses mémoires n'étaient pas destinés à la publication. Il les rapporte telles qu'elles se présentent au fil de ses souvenirs.

Lorsque le maréchal Lannes eut les deux jambes fracturées à la bataille du Danube, Hastrel de Rivedoux se trouvait à son côté et donna l'ordre de lui prodiguer des soins. Napoléon arriva sur les lieux, et apercevant le maréchal, « il se baissa, observe-t-il, lui prit une main et lui dit d'une voix altérée : « Lannes, me reconnais-tu ? et de grosses larmes coulaient de ses yeux. Le maréchal ne répondit pas . . . » Quelques instants après, l'Empereur vint trouver Rivedoux à l'entrée du pont. Ce dernier raconte l'entretien en ces termes : « L'Empereur me dit : « Eh bien ! tout est-il bientôt passé ? » — Oui, Sire, lui répondis-je, on est occupé à présent à rapporter les blessés. — « il ne faut laisser personne, reprit l'Empereur, et après une pause, il ajouta : « Ils sont un peu étonnés : je ne les ai pas accoutumés aux retraites ! » Voilà de Napoléon un « mot » qui n'est peut-être pas connu.

Le récit que d'Hastrel de Rivedoux donne de la bataille de Wagram est sèchement technique. Il ne s'agissait pour lui que d'une bataille comme les autres. Il indique la position de chaque corps d'armée, leur avance, et il conclut : « Le maréchal Davout parvint à forcer l'aile gauche de l'ennemi, et s'empara des hauteurs. Dès lors, la victoire se dessina pour nous ». Sa description de la victoire d'Austerlitz est plus brève encore : « Pendant que je m'occupais à rétablir la tranquillité dans le cercle de Vienne, l'Empereur rossait complètement les Autrichiens et les Russes à Austerlitz ». C'est tout !

Le 20 août 1809, le maréchal Berthier, qui vient d'être nommé prince de Wagram, lui annonce sa nomination de chef de l'état-major général de l'armée en Belgique, sous les ordres de Bernadotte. Avant son départ le 25, l'Empereur, qui est à Fontainebleau, le convoque, lui dicte ses instructions précises. Ce militaire n'est pas habitué à agir comme secrétaire. Toutefois il doit s'exécuter, et voici comment il brosse ce tableau : « Tout en se promenant de long en large, l'Empereur me dicta une longue lettre, dans laquelle il entra dans les plus petits détails. J'eus beaucoup de peine à le suivre, parce qu'il parle très vite, et ne répète jamais. Je me bornais donc à écrire les premiers mots de chaque phrase. En finissant il me dit : « Vous avez tout compris ? Allez mettre cette lettre au net, et faites-la partir par courrier extraordinaire ».<sup>(13)</sup>

A partir de cette époque, on lui confie des tâches diverses,<sup>(14)</sup> et souvent ingrates, particulièrement celle de directeur général de la conscription, que Napoléon lui imposa le 13 mars 1812, à la suite de sa décision d'entreprendre la campagne de Russie. Poste de confiance, à coup sûr, mais pour lequel Rivedoux ne se croyait pas particulièrement qualifié. Il se mit toutefois au travail, préoccupé de ne pas déplaire à l'Empereur. « Mes occupations, écrit-il, me laissaient peu de loisirs. J'allais tous les jours chez l'Archi-Chancelier (Cambarécès),

<sup>(13)</sup> Le baron Fain, qui fut longtemps le premier secrétaire de l'Empereur, décrit dans ses *Mémoires* des scènes semblables : « Napoléon disait « Ecrivez ! » La dictée de l'Empereur ressemblait à un monologue bredouillé; il parlait si vite que la plume ne pouvait suivre; il fallait aller à tout risque pour ne pas être débordé par les phrases qui se heurtaient, se coupaient, s'enchevêtraient ». (G. Lenotre, *Napoléon — croquis de l'Épopée*, Ed. Grasset, p. 120).

<sup>(14)</sup> Après un stage à l'armée d'Anvers, il fut nommé commandant de l'Arrondissement de Bois-le-Duc; chef d'état-major d'Oudinot en Hollande, le 11 mai 1810; gouverneur de Hambourg, le 25 décembre; chef d'état-major provisoire de l'armée d'Allemagne sous Davout, le 26 février 1811; général de division, le 25 mars 1811, et chef d'état-major du corps d'observation de l'Elbe, le 19 avril suivant.



j'étais obligé de faire des visites aux ministres et autres personnes en place, et je passais le reste du temps à mon bureau. Souvent, j'étais obligé de signer des lettres jusqu'à trois heures du matin. Malgré cet excès de travail, je me portais bien, parce que je travaillais en chef. Les employés de bureau sous mes ordres s'extasiaient sur la quantité de besogne que j'expédiais chaque jour, mais j'avais à cœur de me tenir au courant, afin que l'Empereur ne put pas me faire de reproches à son retour ». Pour une fois, Rivedoux songe à se vanter un peu. Mais il en indique tout de suite la raison : la crainte de l'Empereur !

Puis les événements se précipitent. C'est la conspiration du général Malet, auquel s'est joint l'inséparable ami de Rivedoux, le général Lahorie; c'est le désastre de la campagne de Russie, puis le retour de l'Empereur à Paris; l'exécution de Malet et de Lahorie. Puis c'est la trahison du duc de Feltre, l'ancien général Clarke, trahison que seuls, semble-t-il, son beau-frère et Napoléon n'avaient pas prévue; Clarke, que Napoléon avait comblé de tous les honneurs, qu'il avait nommé Ministre de la Guerre, dont il avait fait son confident intime des bons et des mauvais jours, et qu'enfin il connaissait sous son vrai jour : « On m'avait pourtant dit que c'était un vilain homme, mais je n'avais pas voulu le croire ». Du jour au lendemain, le duc de Feltre abandonne l'Empereur à son triste sort et se rallie aux Bourbons. D'Hastrel de Rivedoux, qui est toujours directeur général de la conscription, fait de même. Non pas qu'il veuille trahir son ancien chef, mais comme soldat, il juge qu'il doit servir le pouvoir établi. L'Empereur ayant abdiqué, il a reconnu le fait accompli.

Nommé chevalier de Saint-Louis par Louis XVIII en même temps que nombre d'hommes de guerre qui s'étaient ralliés à la monarchie, Rivedoux anticipait pour l'avenir une retraite paisible et bien méritée, croyait-il. Aussi fut-il sincèrement déçu quand il apprit le retour subit de l'Empereur de l'île d'Elbe : « Cette nouvelle me consterna. J'avais espéré que le gouvernement de Louis XVIII nous ferait jouir d'une longue paix, tandis que le retour de Bonaparte nous remettait en guerre avec toute l'Europe ».

C'est une période critique dans la vie de Rivedoux. Il ne pouvait renier l'Empereur, qu'il admirait; il obéissait de nouveau à ses ordres, mais il aurait préféré qu'il restât en exil. C'était là sans doute la réaction de bien d'autres généraux, mais peut-on vivre dans l'orbite de Napoléon sans lui être fidèle ?

Cet homme de guerre d'esprit bourgeois était aux prises avec un problème psychologique aigu : vivre en paix sans revenus avec son épouse et ses trois enfants qu'il avait à peine connus, ou servir de nouveau Napoléon pour leur assurer la subsistance. Car il était pauvre. « Je ne crains pas de le répéter, écrivait-il au Ministre Dupont. Je n'ai ni fortune ni ressources ». En effet il avait été créé baron en 1808, mais son majorat de 6,000 francs était établi sur le trésor du Royaume de Westphalie qui venait de s'effondrer.

Il choisit de servir, et ce fut la rupture définitive entre les deux beaux-frères. Clarke, duc de Feltre, suivit le roi Louis XVIII dans son exil à Gand. Rivedoux se rallia à l'Empereur. Le 8 mai 1815, il était nommé chef du personnel au Ministère de la Guerre. « Mes nouvelles fonctions, note-t-il, étaient d'autant plus délicates que j'ignorais la conduite que les généraux avaient tenue ». Puis c'est Waterloo. Et le retour du Roi, événement que Rivedoux salue en ces termes : « Enfin, le 8 juillet arriva et Louis XVIII fit son entrée à Paris ». Cet « enfin » en dit long sur ses sentiments.

Convoqué par le nouveau ministre de la Guerre, qui n'était autre que son beau-frère, il fut, on le conçoit, froidement accueilli. Après une acerbe discussion au cours de laquelle le ministre lui reprocha d'avoir manqué à son serment de chevalier de Saint-Louis en abandonnant le Roi, il répondit « que le Roi aussi avait juré de mourir à son poste, et que malgré cela il avait cru plus prudent de partir; que depuis la Révolution, la plupart des généraux avaient prêté dix serments de fidélité sans y attacher une si grande importance . . . »

Il insiste pour obtenir ses droits à la retraite. Il a à peine cinquante ans, mais comme bien d'autres les maladies l'accablent. Il est perclus de rhumatismes, sa vue est faible. Toutefois, les hommes de guerre d'expérience sont rares, on lui confie des postes subalternes, et ce n'est pas encore la retraite souhaitée. Le 24 octobre 1820, il éprouve un violent accès de goutte, qui est le lot, un jour ou l'autre, de la plupart des militaires, et qu'il accueille en ces termes : « Il fallut bien me résigner à faire partie de la confrérie des gouteux ».

Ce n'est que le 1er janvier 1825 qu'il est officiellement et définitivement mis à la retraite, alors que la goutte et les rhumatismes l'avaient rendu profondément pessimiste. « Ma femme, mes enfants, ma bibliothèque et mon parterre me consoleront des intrigues, des dé-

nonciations et des injustices. Je ne regretterai nullement le tumulte du grand monde, ni une activité de service accompagnée de dégoûts, de vicissitudes et de désagréments ».

C'est pour de vieux soldats désabusés comme lui que sont créés les ordres militaires. Il les avait presque tous. Le 8 mai 1835, il est encore nommé grand officier de la Légion d'honneur. La nouvelle lui parvint à Versailles, où il s'était définitivement retiré l'année précédente, après la mort de son épouse. Il décéda le 19 septembre 1846, à l'âge de quatre-vingts ans, nanti de toutes les maladies et comblé de tous les honneurs dévolus aux héros qui avaient survécu à la grande épopée.

Il n'aura manqué à Etienne d'Hastrel de Rivedoux, pour être parfaitement heureux, que d'être un homme de guerre en temps de paix. Il y en a dont c'est la vocation. C'eût été la sienne, mais son destin voulut qu'il tourbillonnât sans cesse dans l'orbite de l'Empereur, et qu'il ne fut toujours qu'un satellite de second plan.

#### FRANÇOIS-JOSEPH CHAUSSEGROS DE LERY BARON DE L'EMPIRE

Peu de temps après sa mort survenue en 1824, la renommée de ce Canadien devenu Baron de l'Empire se répandit dans son pays, car plusieurs membres de sa famille y demeuraient encore et avaient été mis au courant de ses exploits. « Il ne s'agit que d'ouvrir l'histoire de France, écrit avec fierté Philippe-Aubert de Gaspé dans ses *Mémoires*, pour connaître la carrière brillante du général de génie vicomte de Lery, qui a assisté à soixante-et-dix batailles, combats et sièges mémorables; les éloges que le grand Napoléon lui donna à Sainte-Hélène témoignent assez combien il appréciait les brillantes qualités de ce général d'origine canadienne. Que ceux de nos compatriotes qui visiteront le pays de leur aïeux, s'arrêtent devant l'Arc de Triomphe de l'Etoile, qu'ils élèvent leurs regards sur la partie ouest de ce monument consacré aux guerriers les plus célèbres de la Révolution et de l'Empire, et ils y liront avec orgueil le nom d'un Canadien-français, le général vicomte de Léry ».

François-Joseph Chaussegros de Lery était né à Québec le 11 septembre 1754, et appartenait à une famille de militaires qui depuis longtemps servait la France, dans le domaine du génie et de l'architecture. Son grand-père, Gaspard-Joseph Chaussegros de Lery, lui-

même fils d'un ingénieur du Roi, fut envoyé en Nouvelle-France par le Conseil de la Marine en 1716 « pour faire les plans des ouvrages déjà faits à Québec et de ceux qui restaient à faire ». Son père, le plus grand ingénieur militaire du régime français, devint, sous le régime anglais, conseiller législatif. Sa mère, Marie-Louise Martel de Brouage, s'attira du roi d'Angleterre George III, à qui elle fut présentée en 1762, ce spirituel compliment : « Madame, si les dames canadiennes vous ressemblent, j'ai fait une véritable conquête ».

François-Joseph Chaussegros de Lery accompagna ses parents en France en 1762. Placé chez les Bénédictins pour commencer ses études, il y demeura lorsque son père et sa mère revinrent au Canada en 1764. Il ne devait jamais les revoir, car quelques années plus tard commençait sa fulgurante carrière.<sup>(15)</sup>

Pour comprendre le rôle de Chaussegros de Lery dans les guerres de la Révolution et de l'Empire, il est indispensable de se rappeler l'importance que l'Arme du Génie avait dans les combinaisons stratégiques de son temps.<sup>(16)</sup> Lorsque l'on étudie l'histoire des guerres des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, on est surpris de l'abondance des sièges au cours des différentes campagnes. Le souci que l'on avait de prendre à l'ennemi des places fortes et de conserver les siennes, ne provenait pas souvent du fait que les canons de ces citadelles dominaient une position. La valeur qu'elles possédaient aux yeux des stratèges provenait de leurs magasins de vivres et de munitions. En effet, en rase campagne, pour tenir en main une armée vivant sur le pays, c'est-à-dire pour être capable de la rassembler pour la bataille en une journée, un général devait satisfaire à deux obligations contradictoires : d'une part ne pas trop la disperser en étendue, pour que les unités les plus lointaines aient le temps d'arriver pour l'action, d'autre part ne

---

(15) Pourtant, son père eut un moment l'idée de le faire revenir au pays. Dans son *Journal*, Joseph-Gaspard Chaussegros de Lery écrivait en 1769 : « Le général Carleton commandant me dit : vous avez laissé deux de vos enfants en France, vous devriez les faire venir à Québec » . . . J'écrivis à une de mes sœurs (Mme de Repentigny, qui était alors à l'île de Ré où le Chevalier son mari était Lt. Col. commandant du dépôt des troupes des colonies) et lui marqua la reconnaissance que j'avais des soins qu'ils avaient pris de mon fils aîné depuis 1767, que les circonstances où je me trouvais faisoit que je la priais de m'envoyer ce fils le printemps prochain . . . » Ce fils aîné était précisément le futur baron de l'Empire. L'autre enfant dont il est question est Louis-René, né à Paris en 1762, qui vint rejoindre sa famille au Canada en 1772. Il fut nommé membre du Conseil législatif en 1818 et décéda à Boucherville en 1833.

(16) Ces renseignements techniques nous ont été aimablement fournis par le commandant Labignette.

pas trop la resserrer, car vivant chez l'habitant et nourrie à ses dépens, elle aurait rapidement épuisé ses ressources et serait réduite à la famine. Dans l'Europe Occidentale des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles on estimait qu'une armée vivant sur le pays ne pouvait dépasser 40.000 hommes, sous peine soit de ne pouvoir se concentrer rapidement, soit d'épuiser les ressources dans la région qu'elle occupait. Pour accroître le nombre des troupes capables de se réunir en peu de temps, en un point, pour la bataille, on avait recours aux places fortes. Dans chacune de celles-ci se trouvait un entrepôt de vivres et de munitions qu'un corps d'officiers spéciaux, les commissaires des guerres constituaient et entretenaient avec le concours d'entrepreneurs civils. Suivant son importance, la place pouvait donc faire vivre un certain nombre de milliers d'hommes pendant quelques jours. Supposons qu'une telle place puisse entretenir 40.000 hommes pendant une semaine : le général qui opérait à son voisinage pouvait alors concentrer une armée de 80.000 hommes, c'est-à-dire le double d'une armée normale, puisqu'il pouvait rassembler 40.000 hommes vivant sur le pays et 40.000 hommes nourris « à la ration » par l'entrepôt de la place. Vauban avait ainsi établi tout un système de villes fortes aux frontières de France et le Roi avait donc la faculté de rassembler pour une bataille une armée nombreuse au point de la frontière menacé. Plus tard, et ce fut une des innovations de son génie, Napoléon sut organiser des services de ravitaillement en rase campagne par convois de voitures dont l'ensemble fut appelé depuis le Service de l'Intendance. Mais ces convois avaient pour bases ou pour étapes des places fortes où étaient des entrepôts de vivres et de munitions.

On comprend ainsi la grande importance de l'art des fortifications et le haut degré de perfection qu'il avait atteint au moment où éclatèrent les guerres de la Révolution. Il avait été l'objet d'ouvrages de remarquables théoriciens : Vauban, Follard, Montalembert, Cormontaigne, l'abbé Deydier, etc . . . On l'enseignait dans les écoles du Génie dont la plus réputée était celle de Mézières où Chaussegros de Lery entra en 1773.

Avant la Révolution il avait eu l'occasion de mettre plusieurs fois en pratique ses connaissances. De 1781 jusqu'en 1792 il avait servi aux Isles du Vent et il avait mis par deux fois la Guadeloupe en état de soutenir un siège. Profitant d'une mission parlementaire auprès des Anglais, il avait fait une reconnaissance de l'île de Tobago,

et des possibilités de s'en emparer. En 1789 il avait résolument pris le parti de la Révolution dans le même temps que son jeune frère Gaspard, étant élève à Mézières, donnait sa démission, émigrerait et passait en Russie où il devint précepteur de deux princes impériaux.

Quand il vint en France en 1792, Chaussegros de Lery eut d'abord quelques attributions effacées. Il fut employé à la mise en état de défense des côtes du département de la Seine-Inférieure en prévision d'une tentative de débarquement de la part des Anglais. Puis on lui confia à titre provisoire le commandement des « Châteaux, Places et côtes de Dieppe ». Enfin il fit partie de la « 1ère Commission des côtes depuis Ostende jusqu'à Brest ». Bien que ces différents emplois lui aient permis d'arriver au grade de Chef de Bataillon, ce ne fut qu'en 1795 qu'il eut l'occasion de donner sa mesure. Affecté à l'armée du Rhin il fut un des organisateurs les plus efficaces des positions de ce fleuve. Il en édifia les ouvrages de Dusseldorf jusqu'à Urdingen où eut lieu le passage dans la nuit du 19 au 20 Fructidor an III (1795) par l'Armée de Kléber. L'année suivante il suit les opérations de Sambre-et-Meuse. Sa grande spécialité est le Rhin. En 1799 quand la frontière est de nouveau menacée il est nommé commandant du Génie de l'Armée du Rhin et y reçoit le grade de Général de Brigade. L'année suivante il devient Inspecteur général des Fortifications. Ajoutons qu'entre ses travaux il se rendait souvent à Paris et à Strasbourg où il fit la connaissance de Melle Cécilia Kellermann, la fille du vainqueur de Valmy, qu'il épousa. Ce mariage eut sur sa carrière une influence heureuse bien que Chaussegros de Lery possédât des talents qui le dispensaient de rechercher des protections. C'est ainsi que son beau-père crut le servir en adressant au Premier Consul cette lettre de recommandation :

« Paris, le 1er Nivôse an X — Le Général Kellermann Sénateur au Premier Consul Bonaparte — Citoyen Premier Consul, Il résulte de la note ci-jointe des services du Général de Brigade Lery, mon gendre, que cet officier a toujours servi activement depuis 1781 jusqu'à ce jour d'abord aux Isles du Vent où l'on était toujours en état de guerre ou d'appréhension de guerre, ensuite en 1792 sur les côtes de la Manche menacées par les Anglais et enfin aux Armées actives pendant les campagnes des années 3, 4, 5, 6, 7, 8 et 9 où il a commandé l'armée du Génie, fait des travaux importants sur le Rhin qui nous ont maintenus sur ce fleuve et lui ont mérité l'estime et le suffrage

des Généraux particuliers et en Chef sous lesquels il a servi. J'ajouterai aux services dont il vient d'être fait mention, qu'il est l'auteur de plusieurs mémoires dont un sur Mayence approuvé dans toutes ses parties par les Comités réunis de l'Artillerie et du Génie, un second sur la Vallée du Rhône dans le Valais dont le Ministre et le dépôt de la Guerre font cas; d'un troisième enfin sur la Vallée du Rhin, établissant le système offensif et défensif de cette partie importante de la France et de l'Allemagne : ce dernier va seulement paraître et vous sera présenté par lui avec les deux autres.

« Le Général Lery dans la vigueur de l'âge peut servir utilement le gouvernement. J'ose croire, ainsi que vous me l'avez fait espérer, que vous balancerez les services qu'il a rendus et qu'il peut encore rendre avec ceux des Généraux du Génie actuellement Inspecteurs comme lui et que vous examinerez si la justice ne lui donne pas des droits pour être nommé Général de Division en activité dans son arme.

« Je compte trop sur la bienveillance du Premier Consul dans cette circonstance pour craindre d'avoir à réclamer contre des avancements ou des rentrées en activité préjudiciables à l'avancement de mon gendre. J'ose assurer le premier Consul qu'il ne manque au Général Lery que d'avoir servi sous les ordres du vainqueur de Marengo et d'être plus connu de lui. Salut et respect. Signé : Kellermann ».

Ces éloges n'étaient pas outrés. Cependant il ne semble pas que Kellermann fut bien inspiré en les adressant au Premier Consul. La lettre est datée de 1802 et Chaussegros de Lery ne fut nommé Général de Division qu'en 1805 (12 Pluviose an XIII). Il avait alors conquis une notoriété militaire, et lorsque Napoléon forma, au camp de Boulogne, la Grande Armée et réussit à la déplacer avec une rapidité foudroyante pour l'époque, « Lery », comme on l'appelait, en fut nommé Commandant du Génie. Il participa aux opérations contre Ulm et s'apprêtait à en faire le siège quand le général Mack capitula.

Il semble que la partie la plus brillante de sa carrière fut le rôle qu'il joua en Espagne. Napoléon, après avoir obtenu l'abdication du Roi Charles IV, prétendait mettre à sa place Joseph Bonaparte. La nation espagnole s'y opposa et une affreuse guerre de partisans ravagea la péninsule. Napoléon réussit cependant à établir une monarchie fantoche pendant quelques années. Une armée française avait envahi l'Espagne. Dans cette armée, le commandement du Génie fut

confié à Chaussegros de Lery. Toutes les villes se fermant à l'arrivée des Français, il fallait entreprendre des sièges sans arrêt et le Commandant en Chef du Génie dut accomplir un énorme travail. Ce fut principalement au siège de Badajoz, non loin de la frontière du Portugal, qu'il se distingua. Les Anglais, maîtres du Portugal, alimentaient en hommes, en armes et en munitions la rébellion espagnole. Napoléon décida de les chasser de la Péninsule Ibérique et lança contre eux Junot qui, après quelques brillants succès, dut se replier sur l'Espagne sous la pression de Wellesley, le futur duc de Wellington. Soult, Masséna et Mortier cherchèrent à reconquérir le royaume perdu. Soult, duc de Dalmatie, commandait l'armée d'Estremadure, province d'Espagne limitrophe du Portugal. Une des principales voies d'accès dans ce pays tourmenté était contrôlée par la ville de Badajoz, de 20,000 habitants, insurgée contre le Roi Joseph et soutenue par plusieurs fortes bandes de partisans. Il fallut en faire le siège que Chaussegros de Lery dirigea personnellement tandis que Davout détruisait les bandes de partisans en rase campagne. La bataille fut rude. Le fort de Pardalera dominait la ville; les Français s'en emparèrent le 11 février 1811. Malgré la situation critique où cette perte les plaçait, les insurgés refusèrent de se rendre. La rue de la Sala, artère principale de la ville, était réduite en cendres. Enfin, la famine et le manque de munitions la contraignirent à capituler. Après deux mois de siège le 10 mars 1811, il restait 8 à 9.000 hommes qui furent faits prisonniers de guerre, dont le général Mendizabal, un des principaux chefs insurgés.<sup>(17)</sup>

En 1813 Chaussegros de Lery reçut plusieurs missions aux frontières des Alpes. En 1814, la France étant sur le point d'être envahie par les Coalisés victorieux, il était en Suisse. Il fut rappelé précipitamment par l'Empereur qui lui adressa l'ordre de rassembler ce qu'il pouvait rester de matériel de Génie à Chaumont. Ce fut la dernière mission qu'il reçut de Napoléon.

Après la chute de l'Empire, l'appui de son frère Gaspard, qui avait émigré, le fit rentrer en faveur auprès de Louis XVIII qui le fit vicomte, le 11 février 1818. Puis il se retira sagement à Annet, paisible village à quelques lieues de Paris, dans une propriété qui appartenait à

---

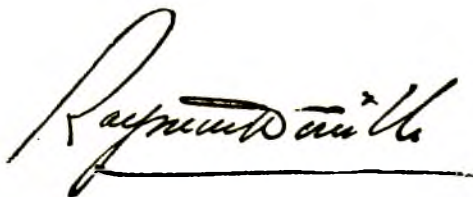
(17) Lorsque l'armée anglaise lutta pour reprendre Badajoz en 1812, au nombre de ses officiers se trouvait Alphonse de Salaberry, qui fut tué au cours d'une bataille. Il était le frère de celui qui, cette même année, s'illustrait à Châteauguay.



sa femme. Les villageois lui offrirent le poste de maire; il accepta. Etant en visite chez son ami le comte de Marchais, à Chartrettes, près de Melun, c'est là qu'il mourut le 5 septembre 1824, à l'âge de soixante-et-dix ans. Ses restes reposent dans un cimetière qu'il s'était réservé dans le village d'Annet.

Ces lignes ne sont qu'un bien pâle résumé de la carrière glorieuse de ce Canadien sur les champs de bataille de l'Europe. Il a participé activement, non seulement par le hasard des circonstances, comme ce fut le cas de bon nombre de ses compagnons d'armes, mais par sa valeur personnelle, par son intelligence, par ses connaissances techniques, à l'une des plus grandioses épopées dont fassent mention les annales de l'humanité. Et pourtant, son nom est à peine connu. Bien peu de Canadiens, de passage à Paris et allant visiter l'Arc de Triomphe de la Place de l'Etoile, remarquent au côté ouest l'inscription du nom du « général Lery » parmi ceux des autres héros de l'époque napoléonienne.

Deux Canadiens seulement ont obtenu cet honneur. L'autre est l'amiral Pierre Martin, d'origine acadienne, dont la carrière est tout aussi glorieuse. Il en sera question dans le prochain Cahier, alors que nous esquisserons les aventures de quelques-uns de ceux qui se sont illustrés dans les armées de mer, à l'époque de la Révolution et de l'Empire.

A handwritten signature in black ink, reading "Raymond Douville". The signature is written in a cursive, flowing style with a long horizontal line underneath.